

Cette promesse s'est évanouie, et toute cette douceur, cet effort facile de collaboration pour concevoir une politique ont disparu lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a prononcé à la Chambre le 4 septembre ce discours spécieux sur le contrôle des prix pour les consommateurs canadiens. A ce moment-là, j'ai dit que cette déclaration était une blague, une erreur, une sottise, parce que les faits parlaient d'eux mêmes. On ne peut pas endiguer la marée montante. L'attitude adoptée par le premier ministre lors de la session spéciale du Parlement convoqué pour régler les questions des chemins de fer, avait pour but de faire les voix qui s'élevaient partout au Canada, contre l'augmentation des prix. Le NPD, qui s'était associé aux libéraux dans ce mariage tacite, faisait partie de ceux qui grondaient. Il suit toujours la masse. Ne pensant qu'à parer un vote négatif au cours de la session spéciale, le premier ministre a introduit les propositions du 4 septembre.

On y trouve une série de propositions émanant du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il avait soudain reçu un appel du cabinet du premier ministre, lui demandant de concevoir des façons d'empêcher les prix de monter dans le domaine de l'énergie. Sans consulter les experts du gouvernement qui s'y connaissent, l'Office national de l'énergie, ni l'industrie, les ministériels ont fait appel à leurs amis politiques du parti libéral et des autres partis pour leur demander conseil. A l'époque, l'opinion publique était en faveur d'un régime de double prix. Le gouvernement ne savait pas comment il fonctionnerait, mais il l'a annoncé. A l'époque également les prix réglementés étaient populaires, aussi le gouvernement fit une déclaration dans ce sens.

Depuis lors, c'est-à-dire le 4 septembre, le ministre, qui a fait tout son possible pour connaître les moindres détails de son ministère, a commencé à chercher de tous côtés. Nous voyons maintenant l'image d'un ministre qui a perdu la confiance non seulement de ses collègues parlementaires, mais également des provinces avec lesquelles il doit travailler en coopération, condition indispensable si nous voulons avoir une politique des ressources qui fonctionne, car celles-ci appartiennent aux provinces, aux termes de la constitution. De même, il doit travailler de concert avec l'industrie, qui est associée aux gouvernements provinciaux pour mettre en valeur ces ressources.

Depuis le 4 septembre, le gouvernement n'a presque jamais cessé de courir de part et d'autre. C'est pourquoi la première question sur laquelle les députés devraient prendre une décision au cours de ce débat, au nom des Canadiens, concerne la crédibilité du ministre. Les députés l'ont entendu cet après-midi parler des réseaux de transmission et du développement de l'énergie nucléaire par CANDU. Le gouvernement conservateur avait annoncé le réseau de transmission dont on doterait le Canada, en 1958. Tous les plans étaient prêts à être annoncés au Parlement en 1963. Le bilan de cette législature indique que ce rapport est enterré depuis 1963. Le ministre a essayé d'en parler en disant qu'il y aurait peut-être une petite ligne entre deux régions de Terre-Neuve et qu'il n'y en aurait peut-être une jusqu'à l'Île-du-Prince-Édouard. Le ministre a perdu sa crédibilité. Toutes ces modifications de politique ont fait perdre non seulement à la Chambre mais à toutes les provinces de notre pays et en particulier à de nombreuses industries la confiance qu'elles avaient en lui.

C'était déjà bien assez que le ministre soit dans le pétrin, en modifiant sa politique d'heure en heure. Puis le premier ministre est entré sur scène. Un soir, il déclara publiquement à la télévision que tout allait bien qu'il n'y

L'énergie

avait pas de pénurie d'approvisionnement. Le mois suivant, il parlait de politiques différentes. Il a parlé comme s'il était prédestiné, depuis sa naissance, à l'élite montréalaise qui, dans les années 30, parlait du jour où les intelligences supérieures prendraient le contrôle du pays, comme seule l'intelligentsia de Montréal pouvait le contrôler. Cet homme, qui pensait ainsi à cette époque, est maintenant premier ministre du pays. Son défenseur, le leader du NPD, est un autre diplômé de cette école d'élite de Montréal qui a le plus grand mépris pour les gens ordinaires au Canada. Ils ne croient pas que ces derniers puissent avoir une pensée personnelle sur un sujet du genre. On l'a dit aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le point essentiel dont les Canadiens doivent se rendre compte aujourd'hui, c'est que nous ratons des occasions pour le Canada, des occasions qu'il n'a jamais eues. Elles n'existaient pas il y a quinze ans ou vingt ans. Elles n'existaient pas il y a dix ans, mais elles s'offrent à nous aujourd'hui. Je veux parler des occasions globales que représentent notre gaz et notre pétrole. Nous devons également voir le pourquoi des hésitations du gouvernement dans la mise en application de sa politique. Veut-il effrayer les gens, comme l'a dit le chef des Créditistes, alors qu'il n'y a pas vraiment pénurie de pétrole au Canada? Essaie-t-il de cacher son échec dans les questions monétaires et financières et d'éviter la question des taux d'intérêt et des prix élevés? Il faudrait débattre la question aujourd'hui, et j'imagine que ce sera fait.

Quatrièmement, nous devons considérer l'attaque que le ministre et le premier ministre ont lancée contre un très bon système de gouvernement qui s'appelle le fédéralisme. Le fédéralisme ne peut fonctionner que si le gouvernement fédéral reste dans sa compétence et que les provinces fassent de même. Ils peuvent faire marcher le système en travaillant ensemble. L'attaque qu'on a lancée contre les provinces au cours des trois derniers mois et demi ne s'est pas limitée à l'Alberta, mais a été dirigée contre toutes les provinces. Il faut en voir le fond.

Je participerai au débat surtout pour parler des possibilités que la situation actuelle offre au Canada. Le fait est que le Japon, l'Europe et les États-Unis manquent d'énergie. Le fait est également que les pays du golfe Persique, les pays arabes, comme nous les appelons, et l'Afrique du Nord, l'Amérique du Sud et le Canada ont un surplus d'énergie. Maintenant, voici que le pétrole sert à des fins politiques. Non seulement les Arabes demandent un bon prix pour leur pétrole, mais ils s'en servent pour parvenir à leurs fins politiques.

● (1730)

Le fait est également que le marché du pétrole dans le monde entier a été jusqu'ici dominé par les sociétés internationales. Il y a 50 ans, elles ont amorcé l'élaboration d'un principe de droit pour réglementer la hausse et la baisse des prix sur le marché mondial. Elles ont contrôlé les marchés et les prix. Elles avaient pour ligne de conduite de fournir le maximum de pétrole au plus bas prix possible. Donc, pendant 50 ans, le prix du pétrole dans le monde a peu varié. Aucun bloc d'États ne s'était formé pour décider comment répartir le pétrole sur les divers marchés lorsqu'il y avait des surplus. Il y avait une place à prendre et les grandes sociétés l'ont prise.